

## CUBA : RAPPORT ECONOMIQUE PRELIMINAIRE 2009.

En 2009, la crise financière internationale s'est répercutée significativement sur l'économie cubaine. Le taux officiel de croissance fixé pour 2009, s'est réduit, en premier lieu de 6% à 2,5% puis à 1,7%. L'économie a crû seulement de 0,8% au cours du 1<sup>er</sup> semestre, raison pour laquelle le CEPAL (Commission Economique Pour l'Amérique Latine et la caraïbe) calcule à 1% la croissance en fin d'année, un chiffre bien inférieur à celui de 2008 (4,1%). La balance des paiements a enregistré récemment un déficit équivalent à plusieurs points du PIB, ce qui, devant les faibles possibilités d'endettement externe, représente le principal obstacle à une meilleure croissance. Bien que l'inflation ait été négative, la taux de chômage (1,6%) se situe au même niveau qu'en 2008 et le déficit fiscal s'est légèrement réduit de 6% du PIB à 5% en 2009.

L'économie cubaine a reçu les turbulences externes via trois principaux canaux.

En premier lieu, l'augmentation des prix de l'alimentaire jointe à la perte des récoltes lors des cyclones qui ont durement frappé le pays en 2008, provoquant une augmentation de la facture alimentaire. Si les prix des denrées ont baissé en 2009, ils ont néanmoins progressé de 60% depuis le début de la décade des années 2000.

Parallèlement, la valeur des exportations a été confrontée à des réductions importantes. Le prix international du nickel, le produit d'exportation le plus important du pays, a chuté de près de 40% en 2009, faisant suite à une baisse similaire en 2008.

En troisième lieu, les conditions de financement extérieur se sont durcies et l'accès au crédit des fournisseurs à été rendu plus difficile et restreint. On estime que le montant de l'endettement auprès des fournisseurs se situe entre 600 et 1.000 millions de dollars.

Les rentrées fiscales se sont réduites suite aux effets de la crise. A l'inverse, les dépenses ont progressé, principalement durant le 1<sup>er</sup> semestre 2009, conséquence des séquelles occasionnées par les cyclones qui frappèrent le pays en 2008 et qui provoquèrent des pertes équivalentes à 20% du PIB. Face à ce scénario, le gouvernement a adopté une politique de restrictions et réalisé, en avril, une révision exhaustive des dépenses et des rentrées du budget prévisionnel, ceci afin d'identifier des mesures d'économie et de mettre en place un plan d'ajustement.

De même, furent adoptées d'autres mesures, comme le rationnement de l'électricité, ce qui a affecté négativement la croissance économique, vu que cela a affecté tant la population que les entreprises. En juillet, a été réalisé un second ajustement du prévisionnel, ce qui s'est traduit par un nouveau et plus strict plan de rationnement de l'énergie électrique ainsi que d'une réduction des denrées alimentaires qui sont remises aux familles.

Dans le cas de ces deux réajustements, il s'agissait de ne pas affecter les investissements qui stimulent les exportations ou qui compensent les importations.

En 2009, s'est poursuivie la restructuration ministérielle et de l'appareil d'Etat, avec l'objectif d'obtenir une structure plus compacte et fonctionnelle, d'éviter des doublons et de réduire le nombre des institutions de l'Etat. De plus, a été approuvée la création d'une commission de contrôle général de la république, laquelle devra contrôler le fonctionnement correct de toutes les structures politiques, administratives et économiques du pays. De même, nous révisons les allocations et les gratuités (culture, sport, alimentation, entre autres) de manière à les focaliser et baisser ainsi les dépenses de l'Etat. La révision inclut également les produits figurant sur la « libreta ».

Finalement, au cours du second semestre, nous avons commencé à remplacer les repas ouvriers par une petite augmentation des salaires.

Durant 2009, Cuba n'a pas seulement eu des difficultés pour obtenir de nouveaux crédits mais également pour honorer le paiement du service de sa dette.

Devant ce scénario, le gouvernement a tenté de renégocier sa dette externe, de reporter les paiements et d'obtenir des prolongations de la part de ses créiteurs. De cette manière, la situation financière a connu une légère amélioration grâce à l'attribution d'un prêt d'environ 600 millions de dollars de la part de la Chine.

La politique monétaire et de change a été destinée à maintenir un équilibre interne face à une situation marquée par un grave déséquilibre externe. Cet objectif fut atteint dans la mesure où l'inflation fut très basse et que s'est maintenu le taux de change.

A son tour, a été annoncé un nouveau système de contrôle des dépenses en devises utilisées de manière décentralisée par les ministères, en lieu et place du Comité d'Approbation des Devises.

Dans le second semestre 2009, la Banque Centrale a autorisé le paiement de quelques retards (600 comptes) auprès des fournisseurs afin que ceux-ci continuent de négocier avec Cuba.

Depuis près de 50 ans, le Costa Rica et le Salvador ont rétabli des relations diplomatiques avec Cuba, et les Etats-Unis sont l'unique pays de l'hémisphère à n'avoir pas de relations avec le pays. Cependant, le gouvernement Etatsunien a flexibilisé certaines mesures de l'embargo économique, lequel s'était durci durant la précédente administration. Se sont réduites les restrictions sur les voyages des cubano-américains vers l'île et a été facilité l'envoi d'argent aux familles et de quelques produits à usage personnel.

Le budget du gouvernement a augmenté de 3,4%, ce qui fut déterminant pour que l'économie enregistre une croissance positive. A l'inverse, l'investissement brut a chuté de près de 25%. Les exportations ont enregistré une variation positive (7,7%) et les importations une variation négative (9,7%). Le secteur des biens s'est contracté (-3,6%) pendant que les services ont dégagé des bénéfices.

L'agriculture fut l'unique secteur à enregistrer une croissance similaire aux prévisions annoncées initialement par les autorités, avec une augmentation de 7% au cours du premier semestre.

Les cultures de cycle court ont montré des taux d'expansion positive et, dans certains cas, élevée, bien que se soit réduite la croissance des produits à cycle long (bananes, oranges, citrons, ananas). Il faut admettre que ces derniers sont les principaux produits d'exportation de Cuba. Ainsi, furent remises en usufuit, à plus de 100.000 personnes, certaines terres de l'Etat, ce qui permet d'espérer une meilleure production agricole en 2010.

L'industrie manufacturière a enregistré une expansion moindre due à la réduction des importations de matière. La production de nickel, produit qui génère autant de devises que le tourisme, a également rencontré des difficultés.

La construction s'est limitée à cause du manque de personnel et de la paralysie de nombreux projets d'investissement, ce qui fut partiellement compensé par les travaux de reconstruction dans les zones affectées par les cyclones.

A l'inverse, les communications ont vu un fort développement grâce à la libéralisation des ventes de téléphones portables. Pour sa part, le transport a augmenté comme conséquence de la rénovation du parc automobile du secteur public.

Le nombre de touristes a enregistré une légère progression bien que les bénéfices aient diminué, à cause d'une dépense moyenne moindre de leur part.

Les services gouvernementaux ont continué de croître bien qu'à un rythme inférieur aux années antérieures.

Le gouvernement a annoncé une augmentation, à partir de septembre, du salaire mensuel de 54.5000 enseignants et employés du secteur de l'éducation. Cette croissance de 93 à 166 pesos (de 4 à 7,2 dollars) représentera un coût pour le gouvernement de 820 millions de pesos (35,4 millions de dollars) annuellement.

L'inflation fut négative sur les marchés où s'utilise la monnaie nationale (peso) pendant que le taux de chômage s'est maintenu à un faible niveau.

Les importations se sont réduites de plus d'un tiers, conséquence d'une moindre activité économique et de la politique visant à éliminer les importations non essentielles.

Pour leur part, les exportations ont montré une contraction moindre, due en grande partie à la réduction de la valeur des exportations de nickel et des agrumes. Le prix élevé international du sucre a pu être mis à profit, vu le faible taux de production.

Pour la deuxième année consécutive, les mesures d'échange ont connu une détérioration importante.